

AFRIQUE SANS CHAINES



Juillet 2008 - N°3

SECRETARIAT INTERNATIONAL
DE LA CONFÉDÉRATION
NATIONALE DU TRAVAIL-FRANCE :
33, rue des vignoles, 75020 Paris
Tel : 01 43 72 09 54 Mail : africa@cnt-f.org
www.cnt-f.org

LETTRE BIMESTRIELLE D'INFO DU GROUPE CNT-AFRIQUE

Pour une Union méditerranéenne des luttes pour la paix, les libertés et la justice sociale !

EDITO
La CNT, ainsi que plusieurs dizaines d'autres organisations et associations, organise à Paris les 5 et 6 juillet prochains une rencontre de solidarité et d'échanges euroméditerranéenne : manifestation, meeting, concert, avec des syndicalistes et des acteurs des luttes sociales actuellement à l'œuvre dans les pays concernés. Une mobilisation qui s'oppose au projet proposé par l'UE et son nouveau chef, Nicolas Sarkozy, intitulé « Union pour la Méditerranée ».

Participent au sommet tous les pays de l'UE et 11 Etats du Sud et de l'Est de la Méditerranée (Maroc, Algérie, Tunisie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Syrie, Turquie, Albanie et Mauritanie) et l'Autorité palestinienne, qui n'a pas de souveraineté. Loin d'être novatrice, celui-ci se place dans la droite ligne du processus de Barcelone, lancé en novembre 1995 par l'UE.

Inquiétant lorsque l'on connaît le contenu de ce processus. Economique, tout d'abord, avec la construction d'un espace de libre-échange et de libéralisation du marché d'ici 2010. Celle-ci se concrétise par des privatisations et la prise en main des entreprises par des groupes capitalistes du Nord. Une politique aux conséquences sociales dramatiques : licenciements, augmentations des inégalités (difficultés d'accès aux soins, au travail, au logement, à l'éducation, hausse des prix, etc. La France ne fait pas mystère de ses prétentions dans les pays du Maghreb. Premier fournisseur de la Tunisie, de l'Algérie et du Maroc, elle lorgne sur les privatisations et les grands chantiers liés à la modernisation pour récolter de nouveaux marchés.



LEUR MEDITERRANEE N'EST PAS LA NOTRE !

Les enjeux sont aussi « sécuritaires », à travers les prétendues luttes contre le terrorisme et la corruption. Inefficace pour la seconde, car la corruption est érigée en véritable mode de gouvernance. Elles sont utilisées comme argument pour jeter des militants en prison. Les atteintes aux droits humains, la torture, la répression des opposants, le musellement des libertés d'association, de presse, la mise en place de législations liberticides d'exception, sont le lot quotidien des populations du sud de la Méditerranée.

Derrière le mot sécuritaire se profile également le sujet de l'immigration, obsession de l'UE qui vient de voter « la directive de la honte », visant à criminaliser encore plus les immigrés en « situation irrégulière ». En outre, les répressions récentes au centre de rétention de Vincennes, en banlieue parisienne, et à Ceuta et Melilla, à la frontière hispano-marocaine, montrent de nouveau le degré de violence atteint dans les pays européens, prêts à tout pour se débarrasser des « migrants superflus ». Parce que cet espace

méditerranéen est aussi celui d'une maîtrise accrue, violente et meurtrière des migrations : moyens de contrôle renforcés et sous-traitance de la gestion des flux migratoires aux pays de premières frontières extérieures pour empêcher l'arrivée en Europe des populations africaines subsahariennes.

Toutes ces formes de répression s'exercent aussi contre les mouvements sociaux et les populations : droit syndical bafoué, licenciement et emprisonnement des militants, comme à Gafsa (Tunisie) et à Sidi Ifni (Maroc). Enfin, cette nouvelle Union serait censée développer la paix... Mais sur quels fondements ? Sur le statu quo, comme cela semble être le cas jusqu'à présent, ou sur la fin des colonialismes et des dominations de type impérialiste du Nord sur le Sud, d'Israël sur la Palestine, mais aussi entre pays du Sud et du Nord, bref sur le respect des droits des peuples

à disposer d'eux-mêmes ? Parce que cette « nouvelle union » est un énième outil au service du capital, des puissants et de leurs intérêts, nous appelons à la construction d'une union méditerranéenne des peuples et des luttes pour :

- le respect des droits humains et le développement des libertés fondamentales (droit syndical, liberté de la presse, d'expression et d'organisation) ;
- la libération de tous les détenus d'opinion, l'arrêt de la torture, la fin des régimes d'exception et de terreur ;
- l'arrêt des politiques économiques de privatisation des services publics et d'attaque des droits sociaux des travailleurs ;
- la libre circulation des personnes, la fermeture des lieux d'enfermement et l'annulation de tous les accords de lutte contre les migrations ;
- la décolonisation effective, politique, sociale, culturelle et économique du Nord envers le Sud mais aussi au sein du Sud et du Nord ;
- le respect de toutes les cultures.

LUTTES SYNDICALES... P.2

• BREVES : GUINEE / ALGERIE • MAROC-TUNISIE : LE MAGHREB DES LUTTES SOCIALES • AFRIQUE DU SUD : CONTRE LE NATIONALISME ET LE CHAUVINISME

LUTTES SOCIALES... P.3

• BREVES : RDCONGO / ZIMBABWE • NIGER : AREVA DOIT ARRÊTER DE FAIRE SA LOI

ZOOM SUR... P.4 & 5

• LA VIE CHERE EN QUESTION. EMEUTES DE LA FAIM : BIEN-TOT LA FIN ?

SOMMAIRE



ACTU PAR L'IMAGE... P.6

• MAROC : LA TRAGÉDIE CONTINUE • FRANCE : LA CNT EN LUTTE AVEC LES TRAVAILLEURS SANS PAPIERS • COMORES : LA FRANCE AFFLIGE

CULTURE... P.7

• MUSIQUE : BALOJI, « HOTEL IMPALA » • CINÉMA : UN FLEUVE HUMAIN, DOCUMENTAIRE LONG-MÉTRAGE DE SYLAIN L'ESPERANCE • LA CNT C'EST QUOI ?

PORTRAIT... P.8

• AIME CESAIRE : HOMMAGE



GUINEE

Les syndicats protestent



Le torchon brûle de nouveau en Guinée Conakry, où l'intercentrale syndicale, actrice principale de la grève générale de janvier-février 2007 s'est insurgée contre le licenciement du Premier ministre Lansana Kouyaté, par le président-dictateur Lansana Conté. Le ministre déchu avait été choisi à l'issue de la grève, car il était perçu comme un homme neuf, moins compromis que son prédécesseur. Son remplacement par Ahmed Tidiane Souaré, un des hommes de Lansana Conté, constitue une atteinte grave au processus, selon l'intercentrale (CNT-G, USTG, ONSLG et UDTG). Autre motif d'insatisfaction, la non application du protocole d'accord, signé après la grève mais toujours pas en vigueur et la hausse des produits de 1ère nécessité qui plonge davantage les Guinéens dans la misère et la précarité.



ALGERIE

Nouvel outil de lutte pour les syndicats autonomes



Après les journées de mobilisation des 12, 13 et 15 janvier, du 10 au 12 février, puis du 13 au 14 avril, les syndicats autonomes de la fonction publique (regroupés au sein d'une inter-syndicale rassemblant l'éducation, la santé et l'administration) ont à nouveau fait grève pour rejeter la grille des salaires et les nouveaux statuts imposés par le gouvernement en septembre 2007, ainsi que pour revendiquer l'intégration des contractuels dans la fonction publique. L'occasion également de dénoncer la répression antisyndicale (atteinte aux libertés syndicales, remise en cause du droit de grève, etc.) et le refus des pouvoirs publics d'ouvrir des négociations. La lutte ne fait que commencer.
<http://maisondessyndicats-dz.com/index.php>

AFRIQUE DU SUD - CONTRE LE CHAUVINISME ET LE NATIONALISME

L'organisation sud-africaine Zabalaza Anarchist Communist Front (ZACF) s'exprime à propos des émeutes xénophobes survenues dans plusieurs villes du pays en mai dernier.

La colère du pauvre peut malheureusement partir dans plusieurs directions. Car la violence et la poussée de xénophobie qui ont fait plus d'une cinquantaine de victimes et chassé plus de 15 000 personnes en une dizaine de jours, a comme principale explication

la misère et les inégalités croissantes au sein du pays le plus riche du continent africain.

Au chômage de masse, aux problèmes récurrents de logements, insalubres et pas assez nombreux, s'ajoutent depuis plusieurs mois la hausse des prix des produits alimentaires de base. Tout ceci contribue à l'exaspération d'une partie grandissante de la population laborieuse, qui voit à l'inverse les riches toujours plus riches. Le démon qui a sévi dans le pays, c'est celui de la pauvreté, elle-

même fille du capitalisme. Il faut aussi évoquer le nationalisme. Zabalaza rappelle que les travailleurs n'ont qu'un seul oppresseur : les patrons, et peu importe leur nationalité. Malheureusement, nombre de politiques s'engouffrent dans cette brèche parfois sans le vouloir. Ainsi quand Winnie Mandela déclare que ceux qui attaquent les étrangers ne sont pas de vrais sud-africains, elle se place elle aussi sur le terrain du nationalisme, en désignant les bons et les mauvais sud-africains. De quel droit? Comme de nombreux politi-

ciens, elle vante le modèle sud-africain dont nous devrions être fiers. Or, les hommes politiques et les capitalistes nous ont tellement mentis que certains travailleurs pensent même que l'inflation des prix est liée aux étrangers.

A nous aujourd'hui de bâtir les organisations syndicales, revendicatives, pour contrecarrer ces mensonges, réclamer ensemble du travail et d'œuvrer avec les immigrés à la construction d'une vie meilleure, sans xénophobie ni chauvinisme et sans exploités. - ZACF

MARC/TUNISIE

DE GAFSA A SIDI IFNI,
LE MAGHREB DES LUTTES SOCIALES FACE A LA REPRESSION

Depuis 5 mois, les habitants de la région du bassin minier de Gafsa (sud-ouest de la Tunisie) protestent contre la corruption et les conditions injustes d'accès à l'emploi. À partir du 30 mai, à Sidi Ifni, au Maroc, des chômeurs ont organisé pendant 9 jours un sit-in. Deux mouvements sociaux, une seule réponse : la répression hors de propos.

Parti de la contestation des méthodes de recrutement de la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG) le mouvement de Gafsa s'est transformé en une véritable révolte pour le droit de vivre dignement, posant dans sa globalité la question sociale dans une région défavorisée :

emploi, redistribution des richesses, cherté de la vie, corruption... La mobilisation a été large (chômeurs, jeunes, ouvriers et employés, travailleurs de la sous-traitance privée, syndicalistes et veuves de mineurs).

Face à cela, les pouvoirs publics et la CPG, principal employeur et principal acteur économique là-bas, ont pratiqué une gestion du mécontentement par l'étouffement : blocus médiatique et renfort de milliers d'hommes pour encercler la zone. La région a subi plusieurs opérations de répression. Bilan : la mort d'un jeune chômeur participant à un sit-in et des dizaines d'arrestations, de tabassages... Début juin, une violente offensive policière menée contre la ville de Redeyef a fait des ravages : un mort par balle, 26 blessés, des habitations saccagées et la fuite de beaucoup d'habitants vers les montagnes environnantes. Depuis le 6 juin, les blindés de l'armée patrouillent dans la ville. Fin juin, des dizaines d'arrestations et de poursuites en justice ont eu lieu, notamment celle d'un des responsables syndicaux du mouvement.

Aujourd'hui, le mouvement ne s'essouffle pas après cinq mois de blocus. Mieux organisée, la mobilisation commence même à déborder la région minière de Gafsa (notamment dans la région de Kasserine). Elle trouve aussi un écho dans les révoltes de Sidi Ifni au sud du Maroc, et dans une exaspération populaire contre la pauvreté et la cherté de la vie un peu partout au Maghreb. Le 7 juin, ceux de Sidi Ifni ont connu

l'intervention musclée des forces publiques. Selon l'Association marocaine des droits humains (AMDH), des actes sauvages ont été commis à l'encontre des habitants, dans les rues, chez eux. Ils ont été victimes de harcèlement sexuel, de viols et de vols, le tout avec un arsenal ultra-répressif utilisé contre

des manifestations pacifiques. Cette intervention rappelle le Maroc des années dites de plomb. En dépit des discours officiels des dernières années sur le changement démocratique, les violations des droits humains continuent et la primauté donnée à l'approche sécuritaire et répressive vis-à-vis du mouvement social montre bien que l'Etat ne veut pas rompre avec son passé.

Face à cette situation très inquiétante, un mouvement de solidarité internationale, auquel est associé la CNT, mené notamment par les organisations tunisiennes marocaines ou maghrébines en France, suit au plus près l'évolution des événements, rappelant que cette politique hostile à la liberté d'expression et d'organisation et en infraction avec les lois et conventions de défense des droits, bénéficie de la complicité des plus hautes autorités françaises. Solidarité internationale pour soutenir le Maghreb des luttes sociales face à la répression des Etats ! - Fred • GT Afrique du SI de la CNT

Plus d'infos : www.ftcr.eu et www.atmf.org



NIGER

AREVA DOIT ARRÊTER DE FAIRE SA LOI

Depuis 40 ans, la société française Areva, leader mondial du nucléaire civil, tire près de 40 % de sa production d'uranium du Nord Niger, pays encore classé à ce jour parmi les trois plus pauvres de la planète. En 2007, Areva perd son monopole et l'Etat nigérien reçoit des demandes de permis venant de sociétés nord-américaines, australiennes, asiatiques et sud-africaines. Bien qu'Azelik, future grande exploitation, ait été accordé aux Chinois via la société Sino-U (CNUC), Areva a tout de même récemment obtenu l'autorisation d'exploiter l'énorme site d'Imouraren, gisement avec lequel le Niger devrait devenir le 2^e producteur mondial. Les bénéfices énormes réalisés par Areva au cours de ces années n'ont eu aucune retombées pour les populations. Au contraire, les conséquences de cette exploitation sont catastrophiques pour celles-ci, entraînant la spoliation des terres agro-pastorales autour des deux sites, la destruction de la faune et de la flore, la contamination de l'air par des poussières et des gaz radioactifs et la contamination de l'eau.

La très forte demande en énergie des pays émergents (Chine, Inde, Brésil) a considérablement favorisé l'attraction pour le nucléaire, énergie dite « propre », ce qui est contestable. Ce regain d'intérêt a eu pour conséquence une fulgurante ascension du prix de ce minerai. 139 permis de recherche et d'exploitation ont été vendus en moins d'un an et de nombreux permis en demande seront bientôt accordés. Ces permis, qui englobent la majeure partie des territoires des populations de la région d'Agadez (plus de 85 000 km²) sont octroyés dans l'opacité et sans aucune concertation préalable.

Interdisant tout acte de résistance, le Niger – soutenu par la France via sa « filiale » Areva – organise une campagne de discrimination avec l'objectif de vider la région de ses habitants, facilitant ainsi l'aboutissement de ses relations commerciales. Les pleins pouvoirs sont ainsi donnés à l'armée, l'état d'exception est décrété pour la région d'Agadez.



Conscient de la catastrophe annoncée, le collectif « Areva ne fera pas la loi au Niger » mène une campagne visant à mettre la société Areva, la France, l'Union européenne et la communauté internationale face à leurs responsabilités. Il s'agit de dénoncer les conséquences désastreuses de nos choix énergétiques ici et de soutenir ceux qui en paient le prix là-bas. Réseau de solidarité et d'action, le collectif soutient, en lien avec leurs représentants réfugiés en France, les populations concernées dans leur lutte pour la reconnaissance de leurs droits, de leur dignité et de leurs libertés fondamentales.

Silence complice du régime de Tandja

Le collectif dénonce la complicité de la communauté internationale et particulièrement de la France qui, de connivence avec le président de la République, Mamadou Tandja, passent sous silence la réalité et la gravité du conflit, cautionnent le comportement irresponsable et irrespectueux des sociétés minières, affament et tuent en vertu de la concurrence et du profit.

En outre, le Collectif demande l'application et le respect sans réserve de la déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, préalable à tout projet minier, l'application de la réglementation internationale en matière de radioprotection, l'application de l'initiative sur la transparence des industries extractives (ITIE), à laquelle le Niger a adhéré en mars 2005. Le collectif exige aussi la dépollution des sites déjà exploités, une expertise indépendante et un moratoire de trois ans ou cinq ans renouvelable, avant tout nouveau projet minier, après 40 ans d'extraction.

Le collectif : %Attac, Cedetim, Collectif Tchinnaghen, CNT, LCR, Les Verts, Réseau Sortir du Nucléaire, Sud Energie - Solidaires, Survie, Via Campesina.

Pour en savoir plus: <http://areva.niger.free.fr>

RDCONGO-KOLWEZI

La France célèbre un triste anniversaire



Le 21 mai, le chef de l'Etat français, Nicolas Sarkozy, a célébré aux Invalides à Paris, le 30^e anniversaire de Kolwezi et les « opérations extérieures », essentiellement les 40 interventions françaises en Afrique en 50 ans. En 1978, la France intervenait militairement en République démocratique du Congo en soutien au dictateur Mobutu, contre les 3 000 rebelles du Front de libération nationale congolaise (FLNC). Venus d'Angola, ces derniers avaient pris la ville minière de Kolwezi où résidaient plus de 3 000 Belges et Français travaillant principalement à la Gécamines (société d'exploitation des mines de la région du Katanga, au sud-est de la RDC). Le 19 mai, 600 parachutistes de la Légion étrangère sautaient sur Kolwezi pour reprendre la ville. D'après Mobutu et les militaires français, les rebelles se seraient livrés à des massacres de 130 européens, massacre qui aurait été commis en fait sur ordre de Mobutu lui-même pour forcer la main aux Français. Après les combats (plus de 1 000 morts zairois), les parachutistes français reprirent la ville aux rebelles katangais. Cette « victoire » fut suivie d'atroces représailles sur la population autochtone sous prétexte de faire la chasse aux « complices » de la rébellion. Cette intervention militaire illégale a entraîné plusieurs choses : conforter le régime corrompu de Mobutu, au pouvoir depuis 1965 après avoir comploté l'assassinat de Patrice Lumumba en 1961, et accroître le business français en RDC, avec une percée spectaculaire des grands groupes industriels français (Thomson-CSF, CGE et Péchiney). C'est donc un hommage à une politique cynique de puissance que Sarkozy a rendu. - **Survie**

<http://www.survie-france.org/>.

AFRIQUE DU SUD-ZIMBABWE

Mobilisation syndicale contre une cargaison d'armes



Fin avril, le « An Yue Jiang » un navire chinois transportant 77 tonnes d'armes à destination du Zimbabwe a dû retourner vers son pays d'origine, son armateur, COSCO, en être pour ses frais. Le bateau devait décharger sa cargaison à Durban, le premier port d'Afrique du Sud, mais il n'a pu y parvenir, des dockers, et des membres du syndicat des ouvriers du transport, le SATAWU, ayant refusé de décharger les armes. Le SATAWU appartient au COSATU, la première centrale du pays. Des actions ont été menées ensuite dans plusieurs pays d'Afrique australe par des syndicalistes et des associations de défense des droits de l'homme, des membres de la société civile. Ils ont notamment empêché le déchargement du navire dans l'un des ports de la région. Une mobilisation syndicale et populaire à saluer, dans un pays sous la coupe d'un homme, Robert Mugabe prêt à tout pour garder le pouvoir. Comme en témoigne sa pseudo réélection à la tête de l'Etat, après un triste second tour en solo puisque l'autre candidat, Morgan Tsvangirai, s'est retiré en raison de la féroce répression sur son parti (MDC) exercée par les sbires de Mugabe.



LA VIE CHERE EN QUESTION EMEUTES DE LA FAIM : BIENTOT LA FIN ?

Mi-Avril 2008. C'est la stupeur dans la plupart des journaux européens, surpris par les brusques éruptions de colère, les émeutes de la faim. Au-delà du spectaculaire et de l'hypocrisie des médias et des politiques, qui feignent de découvrir le caractère inique de ce monde, il est temps de revenir sur ce qu'on a appelé la vie chère (photos Info Faso Luttes)).

Qu'entend-on par le terme de vie chère ? La vie chère a remplacé le terme de pouvoir d'achat depuis peu. Elle traduit un glissement de sens non négligeable. En effet, on passe toujours notre vie à travailler, mais alors que dans un cas, on semble travailler pour pouvoir acheter, dans l'autre, on paye sa vie, chère.

Travailler pour survivre, c'est de plus en plus dur. Pourquoi ? Parce que les salaires n'augmentent pas en Afrique. Normal, puisque les institutions financières internationales telles que le FMI ou la Banque mondiale imposent depuis de nombreuses années de ne pas augmenter les salaires et de réduire les effectifs des emplois stables (fonctionnaires, personnels soignants, etc.). Cela a son incidence lorsque les prix, eux, augmentent dramatiquement.

En outre, si dans des pays développés, comme les Etats-Unis ou l'Europe, la part du budget des ménages consacrée à la nourriture est assez faible (10 %), ce chiffre est tout autre dans les pays du Sud. Dans de nombreux pays, il peut approcher les 80-90 %. On comprend dès lors les enjeux signifiés par des hausses de prix. La vie chère dans le domaine alimentaire s'analyse donc à partir de plusieurs phénomènes, structurels ou conjoncturels et en rapport avec les situations locales.

Des raisons conjoncturelles

On peut avancer deux éléments conjoncturels : d'une part, une spéculation de replis sur les denrées alimentaires suite à la crise du crédit immobilier aux Etats-Unis et en Espagne, et d'autre part l'enlisement de la guerre en Irak, qui a provoqué la flambée des prix du pétrole et donc de l'essence (prix du baril multiplié par 5 en deux ans).

Voyons maintenant les éléments relevant de l'agriculture. À tout seigneur, tout honneur, commençons par le riz, première céréale mondiale et aliment de base. Le prix du riz, qui a grimpé de plus de 100 % en quelques mois, est à première vue lié à la conjoncture, celle d'une campagne 2007 assez médiocre. Cela a du coup incité la Thaïlande, premier exportateur mondial de riz à garder une partie de sa récolte pour le marché intérieur. Et s'ils ont fini par vendre le restant, c'est à des prix bien plus élevés.

Pour l'Afrique, d'autres facteurs sont venus s'ajouter à cette mauvaise récolte, comme la décision de l'Egypte, en mars dernier, de ne pas vendre à l'étranger pour une période de 6 mois, jusqu'au mois d'octobre prochain. Or, l'Egypte, non contente d'être un grenier à blé, est l'un des plus gros producteurs de riz d'Afrique. Cette mesure, prise au sein d'un pays friand de cette céréale, visait à maintenir le riz à un prix correct pour les consommateurs égyptiens. Le pays du bord du Nil a suivi en cela l'exemple du Vietnam et de l'Inde, respectivement 2^e et 3^e exportateurs



mondiaux de riz, et du Cambodge. Au total, ces restrictions diminuent de plus d'un tiers les stocks de riz sur le marché international, une aubaine pour l'inflation, et donc la spéculation. La catastrophe pour les pays à faibles revenus, qu'ils soient d'Afrique, d'Amérique ou d'Asie (le Bangladesh a vu le prix de son riz doubler en un an).

Il faut toutefois relativiser le caractère nouveau de ces retenues des ventes, puisque la première céréale mondiale en terme alimentaire est surtout consommée localement. En effet, seulement 4 % de la culture du riz de la planète part à l'exportation. La Chine, au premier rang mondial, destine toute sa production à sa population (1,3 milliard d'habitants).

La demande explose

Seconde constante, de fond, le prix du riz grimpe parce que la demande est en hausse, en raison de l'accroissement démographique des zones à forte consommation de riz, Afrique et Asie. En 2004, le prix d'une tonne de riz « thaï 100 % grade B » (la norme du marché) a varié entre 250 et 270 dollars, puis entre 325 et 350 dollars en 2005. Cette année, le prix de la tonne a atteint la barre des 700. Une situation explosive donc et extrêmement nocive pour les populations, ce qui explique, entre autres, l'apparition de troubles dans plusieurs pays en Afrique (voir encadré).

C'est la peur des émeutes de la faim récurrentes, dangereuses pour l'ordre du monde capitaliste, qui fait réagir et hurler à la surprise. Pourtant, la situation n'est pas nouvelle : les ressources naturelles ne se multiplient pas comme des petits pains ; la population mondiale, elle, si. En prenant en compte les besoins toujours plus croissants de la Chine et de l'Inde, mais aussi des pays d'Afrique, en pleine croissance démographique, la loi de l'offre et la demande du marché va pousser à une hausse des prix. Et cela attire déjà les spéculateurs et autres fonds de pensions qui jouent sur le cours des denrées. Si l'on ajoute le poids des intermédiaires en Afrique, grands commerçants dans l'Afrique de l'Ouest notamment, vous comprendrez pourquoi le sac de riz de 100 Kg a dans certains cas triplé.

Autre élément essentiel à la bonne nutrition, la viande. Or, les cours ont aussi grimpé, en raison notamment de l'envol des prix du soja, premier aliment distribué aux bêtes dans le monde entier. Le soja monte, les éleveurs répercutent les prix. Lorsque les Dakarois achètent leurs poulets en provenance du Vietnam, premier exportateur mondial, sur le marché, ils sentent les hausses, accentuées par la percée du carburant, toujours plus cher.

Autre produit de première nécessité en Afrique, les céréales tels que le mil ou le blé. Là encore, le prix est à la hausse, sous le double effet des récoltes en demi-teinte et des hausses des prix du carburant.

Dans ce cas-là, tout comme pour le marché des huiles alimentaires, un autre phénomène entre en ligne de compte : le recours de plus en plus important aux biocarburants (d'origine végétale). Ces derniers entrent désormais en concurrence avec les productions locales, vivrières, qui disparaissent sous les effets de la rentabilité, les paysans ayant par conséquent encore plus de mal à survivre. Là encore, on constate l'absurdité d'un système qui encourage la production de carburant à base de maïs, de canne à sucre ou d'huile de palme et décourage celle des céréales, des légumes et d'autres cultures locales destinées à nourrir sur place la population.

Une destruction structurelle

Dans l'intérêt de l'agriculture capitaliste, pour trouver de nouveaux débouchés à leurs productions, les USA, l'UE et des pays émergents, tel que le Brésil, premier producteur mondial d'éthanol, ou la Malaisie avec l'huile de palme, ont augmenté certaines productions au détriment d'autres. Pour diminuer la pollution dans les pays riches, on accélère les ravages écologiques (destruction massive des forêts, envahissement d'espèces, etc.), et on accroît la malnutrition en diminuant la part de surface agricole cultivée à des fins alimentaires.

On peut comprendre la position du petit paysan malais qui ne peut plus vivre des fruits de son travail en raison de prix de vente trop faibles et de la concurrence des multinationales de l'alimentation. Mais la diversité des produits est menacée, les pays et villages dépendent des importations, et donc des prix du marché.

En poussant dans les années 80 les pays en voie de développement à travers les désastreux plans d'ajustement structurels (PAS), à la poursuite des monocultures, le plus souvent héritées du système colonial, c'est-à-dire à renoncer à son autosuffisance alimentaire, tout en ouvrant son espace sans obstacle au libéralisme, les dirigeants de ce monde ont précipité les populations vers l'abîme. Ce ne sont pas les larmes de crocodiles versées par les responsables en place, à la FAO ou ailleurs qui le feront oublier.

La question énergétique

Et c'est sans parler du dernier élément grevant le budget et les conditions de vie des plus pauvres, le bond spectaculaire du prix de l'essence, lié à la situation des ressources pétrolières, en passe de



disparaître à l'horizon 2030, et la nécessité de remplacer celles-ci pour l'énergie et pour stopper le réchauffement climatique, désormais reconnu par tous comme véritablement préoccupant. Sur ce dernier point, il faut se rappeler que les Africains subissent plus que d'autres les impacts environnementaux, avec notamment la progression du désert, qui grignote les terres cultivées. Ce qui complique encore plus d'avoir l'autosuffisance alimentaire. Situation d'autant plus scandaleuse que ce continent est loin derrière les autres en terme de pollution globale.

La hausse du pétrole a des conséquences aussi dans la vie de tous les jours, augmentant les coûts de production d'un grand nombre d'activité : le transport bien sûr, mais aussi les industries. Et cela finit par faire trop pour des millions d'être humains qui craquent devant l'accumulation de richesses d'un côté et la misère de l'autre. Il faut de toute urgence mettre à terre ce système capitaliste, bâtir un autre monde, donner les clés aux uns et aux autres pour reprendre le contrôle de leurs ressources, qu'elles soient énergétiques ou alimentaires. L'exact contraire de toute la politique des Nations unies, des institutions financières internationales, de « l'aide au développement » et des Etats comme la France qui feignent la peine à l'égard des Africains. A nous d'imposer un autre système - NTE • Du Groupe de travail Afrique du SI de la CNT



LES RECENTES EMEUTES DE LA FAIM EN AFRIQUE

BURKINA FASO

« Les 20, 21 et 22 février 2008 certaines capitales régionales du Burkina, en l'occurrence Bobo Dioulasso, Ouahigouya et Banfora ont été secouées par de violentes manifestations contre la vie chère que l'on pourrait qualifier de véritables émeutes de la faim, conséquences de la flambée vertigineuse des prix des produits de grande consommation » Extrait d'un tract de la CGTB. Voir également article dans *Afrique sans chaînes* N°2. Plusieurs centaines de personnes sont arrêtées et jugées. Depuis une coalition contre la vie chère (syndicats et société civile) multilatérale les grèves générales (8 et 9 avril puis 13, 14 et 15 mai).

CAMEROUN

Des émeutes de la fin éclatent les 25, 26 et 27 février 2008 à travers tout le pays. Selon les associations de droit de l'homme MDHC et FIDH : « Ainsi, dans les seules villes de Loum, Kumba, Bamenda, Buéa, Basang, Limbe et Njombé-Penja, le bilan s'éleverait déjà à près de 35 victimes. À Douala et Yaoundé, où les affrontements entre les civils et les forces de la police, des militaires et de la Gendarmerie ont été particulièrement violents, on dénombrerait aussi plusieurs dizaines de morts et plus de 2000 arrestations parmi la population civile. »

EGYPTE

Mouvements de grève dans tout le pays en mars-avril 2008 (notamment les ouvriers du textile de Mahalla el Kobra) qui débouchent sur une grève générale le 6 avril. Des émeutes, durement réprimées, ont éclaté notamment à Mahalla, dans la région du Delta.

SENEGAL

La manifestation organisée à Dakar le 30 mars pour protester contre la cherté de la vie est interdite et brutalement réprimée par la police (plusieurs dizaines d'arrestations musclées).

COTE D'IVOIRE

Le dimanche 30 mars le président Gbagbo recevait son ami... Jack Lang qu'il décora puis emmena découvrir les fastes d'Abidjan (à proximité immédiate d'un autre quartier de Yopougon, Wassakara, où manger trois par jour est un luxe) sous l'objectif des caméras de télévision. Les jours suivants, des manifestations contre la vie chère éclatent à Abidjan dans le quartier de Cocody, où se situe la résidence du président ivoirien Laurent Gbagbo, puis dans d'autres communes de d'Abidjan et certaines villes de l'intérieur (Yopougon, Port Boué, Attécoubé, Grand Bassam). Officiellement, il y aurait eu au moins un ou deux morts.

Et aussi Guinée, Sénégal, Niger, Cameroun, Madagascar, Mauritanie... sans parler des autres continents.



MAROC LA TRAGEDIE CONTINUE

Dans la nuit du 28 au 29 avril, un zodiac dans lequel se trouvaient plus de soixante personnes a été abordé par des forces de sécurité marocaines, alors qu'il se dirigeait vers les côtes espagnoles. 36 personnes au moins ont péri noyées, parmi lesquelles des femmes et des enfants en bas âge. Un des survivants du naufrage se trouve actuellement à Kidal, accueilli par l'Association malienne des expulsés (*AME cf le numéro 2*). Il a témoigné pour ASC : « Après avoir été emprisonné par les militaires marocains, j'ai été abandonné à Oujda. J'ai ensuite été raflé par les militaires algériens pour être par la suite déporté au milieu du désert, à la frontière avec le Mali. Au total, j'ai été enfermé dans 6 prisons différentes et subi plusieurs violences. » Une histoire supplémentaire illustrant la féroce répression, en Europe, ou dans son antichambre, au Maghreb, et la course à la mort de ceux qui tentent de fuir la misère de leur contrée. Quelques mois auparavant, la mort d'un citoyen sénégalais, jeté à la mer par les gardes civils espagnols, avait été signalée. **CREDIT PHOTOS : ASC**

**TANT QUE LE LION
N'AURA PAS CONTE SA LEGENDE,
LA LEGENDE VALORISERA LES CHASSEURS**

PROVERBES

**LA OU S'ABAT LE DECOURAGEMENT,
S'ELEVE LA VICTOIRE
DES PERSEVERANTS**

FRANCE LA CNT AVEC LES SANS-PAPIERS



Depuis le 15 avril, à Paris, plusieurs centaines de travailleurs sans papiers occupent leurs entreprises pour obtenir leurs régularisations. Ce mouvement s'inscrit dans la campagne de syndicalisation et de défense des droits des travailleurs sans papiers dans lequel la CNT est partie prenante. Ainsi des salariés de la restauration syndiqués à la CNT, avec le soutien de Solidaires et du Gisti, ont investi le 20 avril le Charlie Birdy, un restaurant située à deux pas de l'avenue des Champs-Élysées à Paris. Dans des conditions parfois difficiles, les 5 cuisiniers ont tenu le coup, bien appuyés par les camarades de la confédération. Autre point chaud, la lutte dans le restaurant Pasta-Papa, où, là aussi, les travailleurs sans papiers se battent depuis le 20 mai pour obtenir un titre de séjour et un permis de travail. Le patron, d'abord réticent, a accepté de soutenir les demandes. Si certains d'entre eux ont reçu une autorisation provisoire de séjour (APS) de 1 ou de 3 mois, la lutte est loin d'être finie car cela ne signifie pas une régularisation effective à l'arrivée. Les rendez-vous avec les préfetures vont se poursuivre. Restons mobilisés et n'oublions pas que pour la CNT, tous les sans-papiers doivent être régularisés .

PHOTOS : [HTTP://CITES-IDEALES.BRISSAMBRE.ORG](http://cites-idealesbrissambres.org)

COMORES LA FRANCE AFFLIGE



En Afrique, l'Etat français soutient toujours ses intérêts. Au mépris des lois et de la justice sociale. Exemple aux Comores, où la France, fin mars 2008, n'a rien trouvé de mieux d'exfiltrer le président dictateur renversé, Mohamed Bacar, de Mayotte. Lors du défilé du 1^{er} Mai à Paris, le CAAC-Comores a manifesté aux côtés de la CNT pour rappeler l'attitude scandaleuse de la France à l'égard de l'Archipel. Petit rappel historique. Le 5 juin 1973, le gouvernement français signe un accord avec le gouvernement autonome interne de l'Archipel pour l'organisation d'un référendum sur l'accession à l'indépendance. Malgré ses engagements pris, la France ne reconnaît que 3 des 4 îles s'étant proclamés unilatéralement indépendante le 6 juillet 1975 (un référendum le 22 décembre 1974 avait donné l'indépendance à 94 % sur les 4 îles dont Mayotte). L'ONU reconnaît l'Etat et ses 4 îles. Les Comoriens peuvent librement circuler d'une île à l'autre. Mais le « visa Balladur » de 1995 transforme les citoyens comoriens des 3 autres îles en immigré et clandestins à Mayotte. Cela provoquera près de 6 000 morts dans le bras de mer séparant Anjouan, la capitale de Mayotte. En 2001, le Sénat adopte une loi pour transformer Mayotte en département français et échapper ainsi à la juste revendication de rattacher Mayotte aux Comores.



BALOJI

« HOTEL IMPALA »

WWW.BALOJI.COM

Voici un premier album solo autoproduit très prometteur. Tout d'abord pour les mots acérés et l'écriture toujours juste du « sorcier » Baloji, qui exorcise les souffrances passées pour nous livrer un témoignage sincère et touchant. Ensuite pour ce parcours, qui du Congo à la Belgique nous démontre les conséquences désastreuses du pillage des matières premières en Afrique (« Tout ceci ne vous rendra pas le Congo ») et des politiques migratoires en Europe (« Repris de justesse »). Pour ce qui est de la production (hip hop mâtiné d'afro beat et de soul), ici pas de samples, tous les morceaux sont des compositions originales (sauf une reprise de Marvin Gaye), phénomène encore trop rare dans le rap francophone. A noter la qualité des arrangements particulièrement soignés.



UN FLEUVE HUMAIN

LONG-METRAGE Documentaire de Sylvain L'Espérance

WWW.LESFILMSDUTRICYCLE.COM



Le fleuve Niger, une barque qui glisse doucement sur l'eau. Pause. Des bruits de marteaux. Zoom sur des mains qui construisent peu à peu la pinasse, cette longue embarcation effilée destinée à la pêche ou au transport au sein de la Boucle du Niger, située au Mali. L'apprenti dialogue ardemment avec le constructeur. Plus tard, une commerçante, du marché de la ville de Mopti, évoque la difficulté du métier et la dégradation de l'environnement à travers la disparition de certains poissons. Un thème repris par le conducteur du bateau Tombouctou qui pointe du doigt l'ensablement progressif du fleuve. De cela et d'autres choses (élevage, agriculture, transmission du savoir), tous les acteurs du *Fleuve humain* parlent. Saisis avec justesse et sans jugement par la caméra du réalisateur canadien Sylvain L'Espérance qui n'en est pas à son premier film sur l'Afrique.



AFRIQUE SANS CHAINES

...est une lettre d'info éditée tous les deux mois par le groupe Afrique de la CNT-France et réalisée grâce aux témoignages de ses partenaires syndicaux et associatifs africains. Vous pouvez la transférer par mail ou l'imprimer librement. Pour toute correspondance (réaction, envoi d'infos, proposition d'article, de photos ou de dessins), écrivez à : afrika@cnt-f.org.

LA CNT C'EST QUOI ?

UN SYNDICAT ! Parce que cette forme d'organisation – telle qu'elle a été définie par ses fondateurs et qui reste plus que jamais d'actualité – englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle a écrit les plus belles pages de l'histoire du mouvement ouvrier. Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente au plus près ses intérêts. Parce qu'elle remet en cause le rôle dirigeant des partis au sein du mouvement social. Parce qu'elle offre une structure solide sur laquelle s'appuyer pour lutter au quotidien et tenter, demain, de réorganiser la société.

DE COMBAT ! Parce que la plupart des syndicats sont actuellement englués dans la collaboration avec les classes dirigeantes. Parce que l'Etat et le patronat ne se laissent pas convaincre par de belles paroles. Parce que les intérêts des travailleurs s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que seule la lutte est payante (grèves, occupations, manifestations, boycott, etc.). Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

AUTOGESTIONNAIRE ! Parce que les permanents syndicaux, dans leur ensemble, génèrent (inconsciemment ou non) la passivité et la bureaucratie au sein de leurs organisations. Parce que les décisions doivent être prises à la base par les syndiqués eux-mêmes. Parce que nos délégués sont élus sur des mandats précis et qu'ils sont révocables à tout moment par l'assemblée générale du syndicat. Parce que nous sommes soucieux de l'autonomie des syndicats locaux et respectueux du fédéralisme. Parce que nous préconisons l'auto-organisation des luttes (comités de grève, coordinations, etc.).

ET SOLIDAIRE ! Parce que les hiérarchies de salaires et de fonctions ainsi que les différences de statuts renforcent les divisions et l'égoïsme au sein de la population, et s'opposent à la construction d'une société égalitaire et autogérée... Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles ou intercatégorielles permettent d'éviter le corporatisme... Parce que les luttes des femmes, des chômeurs, des précaires, des mal-logés, des sans-papiers, des lycéens et des étudiants sont aussi les nôtres. Parce que les peuples du monde entier sont tous victimes des mêmes maux.

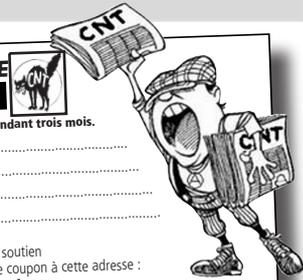
ABONNEZ-VOUS AU COMBAT SYNDICALISTE

MENSUEL DES SYNDICATS CNT

Merci de remplir ce formulaire pour recevoir le Combat Syndicaliste gratuitement pendant trois mois.

Nom : Prénom :
 Adresse : Code Postal :
 Ville : Pays : Profession :
 Mail : Autres :

Abonnement d'un an (11 numéros) : => 22 euros (standard) => 30 euros en soutien
 => 42 euros (2 ans) => voire plus en soutien... Pour vous abonner, merci d'envoyer le coupon à cette adresse :
Le Combat syndicaliste c/o CNT 31 - 18, avenue de la Gloire - 31500 Toulouse



HOMMAGE A AIME CESAIRE

Les obsèques nationales d'Aimé Césaire décédé le 17 avril 2008 rendent hommage au « Victor Hugo noir » qu'il est. Après la reconquête de ses racines africaines et tout au long d'un siècle d'engagement, ce descendant d'esclaves a contribué à forger une esthétique et une éthique de la Négritude, d'une identité noire en dialogue avec l'Occident. Refusant la vanité sociale et pratiquant l'authenticité au contact du peuple martiniquais, participant à la lutte légitime du peuple algérien, Aimé Césaire a conjugué les armes de la littérature et celles de la politique, au service de l'émancipation de l'homme noir et au delà de tous les opprimés.

Ce combat idéologique fut aussi celui de ses compagnons Léopold Sedar Senghor (Sénégal), Léon Gontran Damas (Guyane), Jacques Roumain et René Delpestre (Haïti), Frantz Fanon (Martiniquais devenu Algérien pendant la guerre d'indépendance de ce pays) André Breton (leader français du surréalisme et militant révolutionnaire), Michel Leiris (France), etc. La Négritude enfin assumée est l'une des sources d'inspiration de la créolité (Edouard Glissant, Raphaël Confiant).

La consécration de ce message ne doit pas pour autant être prétexte à récupérations po-



liticiennes ou à embaumements mortifères; en rupture avec l'impérialisme comme avec le stalinisme, Aimé Césaire a été l'un des acteurs principaux de la décolonisation des Antilles et du tiers monde. Le discours sur le colonialisme, écrit en 1951 reste d'actualité au plan des relations Nord-Sud, les émeutes de la faim dans les pays du Sud rappelant l'impérieuse nécessité de remédier à l'hégémonie actuelle du néo-libéralisme et du néo-colonialisme. Son œuvre apporte par ailleurs un démenti clair aux thèses négrophobes et afro-pessimistes développées à Dakar par le président Sarkozy dans son discours à la jeunesse africaine (juillet 2007).

De même, pour être effective, la reconnaissance consensuelle de cette œuvre citoyenne doit se poursuivre dans l'Education nationale, par l'inscription dans les programmes d'enseignement, de l'histoire et de la littérature des DOM-TOM.

Ainsi sera poursuivi le combat d'Aimé Césaire, leader de la décolonisation des consciences et des peuples, leader de la résistance à l'aliénation sous toutes ses formes et du dialogue des cultures du monde entier.

Article envoyé par [Fraternafrique.over-blog.com](http://fraternafrique.over-blog.com)

BIBLIOGRAPHIE NON SELECTIVE : • Cahier d'un retour au pays natal • Discours sur le colonialisme • La Tragédie du roi Christophe • Une saison au Congo

EXTRAIT DU DISCOURS SUR LE COLONIALISME (1951)

« Il faudrait d'abord étudier comment la colonisation travaille à déciviliser le colonisateur, à l'abrutir au sens propre du terme, à le dégrader, à le réduire aux instincts enfouis, à la convoitise, à la violence, au relativisme moral, et montrer que chaque fois qu'il y a au Vietnam une tête coupée et un oeil crevé et qu'en France

on accepte, un Malgache supplicié et qu'en France on accepte, un fillette violée et qu'en France on accepte, il y a un acquis de la civilisation qui pèse de son poids mort, une régression universelle qui s'opère, une gangrène qui s'installe, un foyer d'infection qui s'étend et qu'au bout de tous ces traités violés, de tous

ces mensonges propagés, de toutes ces expéditions punitives tolérées, de tous ces prisonniers ficelés et interrogés, de tous ces patriotes torturés, au bout de cet orgueil racial encouragé, de cette jactance étalée, il y a le poison instillé dans les veines de l'Europe et le progrès lent mais sûr, de l'ensauvagement du continent. »